



l'édito

d' **A**lain
Bergounioux

L'obsession de l'identité

Les récents propos de Nadine Morano, qui font de la France un pays de « race blanche » sont évidemment misérables. Ils ont été d'ailleurs condamnés dans son propre parti - même si nous aurions aimé entendre son président le faire immédiatement. Il est déjà fâcheux qu'une élue ignore les résultats des sciences sociales - et de la génétique elle-même, qui toutes dénoncent la confusion entre le biologique et le culturel - comme l'a fait, en 1952, Claude Lévi-Strauss, dans un texte célèbre *Race et Histoire*. Mais, il est encore plus inadmissible de tenir de tels propos, après 1945. On a vu où menaient les affirmations raciales - et malheureusement on l'a encore éprouvé ensuite dans d'autres génocides, au XX^{ème} siècle. Le mot était utilisé sans grande réflexion auparavant - comme cela pu être le cas dans un propos privé par le Général de Gaulle, homme du XIX^{ème} siècle dans sa formation ! Mais, cela n'a aucune excuse aujourd'hui.

Aussi, ce n'est pas Nadine Morano qui importe, mais, ce qu'elle traduit d'un climat dans notre pays, au-delà même de l'influence du FN. Il est ainsi (presque) étonnant de lire sous la plume d'un éditorialiste politique du *Figaro* (1^{er} octobre) que le problème de Nicolas Sarkozy, en sanctionnant Nadine Morano, est de ne pas paraître concéder "*une reddition devant la pensée unique*". Ainsi, la pensée unique serait de condamner le racisme ! Dans un article récent, l'historien Benjamin Stora, mettait en évidence les effets d'idéologies à l'extrême droite bien-sûr, dans la droite trop souvent, et malheureusement quelquefois, à gauche, qui n'ont eu de cesse de dénoncer l'antiracisme, au nom de la nécessaire préservation de l'identité, à l'extrême droite et à droite, de la France, à gauche, du peuple. Cela a deux conséquences importantes. La première est de minorer le combat permanent à mener pour les droits de l'homme, qui est pourtant, au cœur de ce qu'est l'humanisme républicain ; la seconde est de contribuer à séparer la question de l'immigration de la question sociale, alors qu'elles sont étroitement mêlées aujourd'hui. Avoir une représentation essentialiste de l'identité d'un pays, et à plus forte raison d'un peuple, c'est ignorer sciemment qu'une identité est toujours un mélange complexe d'héritages et d'apports culturels, et qu'une identité ne vit que si elle sait se renouveler et créer ses propres synthèses.

Il faut, bien-sûr, se garder de tout amalgame. Toutes les prises de position actuellement ne se valent pas et ne présentent pas la même dangerosité. Et, sur la scène idéologique, je ne confondrai pas, par exemple, Eric Zemmour, Alain Finkelkraut ou Michel Onfray, puisqu'il est dans l'actualité. Il y a nombre de différences entre eux et leurs systèmes de pensée ont leurs caractères propres, un anti-islamisme fondamental pour le premier, la critique de la modernité pour le second, la condamnation de la gauche libérale pour le troisième. Mais, ils contribuent à une même dévalorisation du combat de celles et ceux, qui, comme nous, pensent que le pays ne peut pas vivre replié sur lui-même - qu'il doit affronter les défis du siècle nouveau, en menant des politiques équilibrées, tant en matière économique que sociale -, et unissent toutes les composantes de la Nation dans le respect de ce qu'elles sont et de ce qu'elles doivent aux valeurs qui constituent la République.

Le nouveau converti à l'école de Chicago

La démarche de François Fillon, synthétisée et actualisée dans un ouvrage récent et par des déclarations médiatiques, allant toutes dans le même sens, paraît de plus en plus ancrée à droite, en particulier dans le domaine économique et social, et à propos du rôle de l'État stratège et protecteur, tel que nous le connaissons depuis l'après guerre. Ces dernières déclarations lui ont d'ailleurs permis de préciser que sa vraie référence était madame Thatcher. Quelle dérive depuis le temps, pas si lointain, où il revendiquait l'héritage du « gaullisme social », dans l'ombre tutélaire et bienveillante de son mentor, Philippe Seguin.

Afin de bien mesurer l'ampleur de l'évolution, il faut revenir sur le bilan économique, social, et politique de cette partisane de l'« école de Chicago ». Ce bilan s'est traduit par un recul de la santé, des services publics nationaux et de proximité, rayés de la carte, un échec industriel au profit d'une financiarisation toujours plus dérégulée, la désintégration d'une partie de l'appareil industriel, et l'abandon des règles de démocratie

sociale. En outre, le Premier ministre britannique de l'époque n'a pas hésité à soutenir le régime dictatorial de Pinochet, au Chili, et le gouvernement de l'apartheid finissant, en Afrique du Sud.

La logique préconisée par François Fillon contredit notre tradition économique et sociale, qu'il s'agisse de la gauche réformiste, ou de la droite gaulliste ou démocrate chrétienne. Nous sommes là dans la rupture avec tout ce qu'ont pu représenter, sous la Cinquième République, Jacques Chaban-Delmas, Robert Boulin, Jean-Marcel Jeanneney, Joseph Fontanet et Philippe Seguin.

Le discours de François Fillon suit un fil rouge,

ou plutôt un présupposé. Le déclin de la France, depuis plus de trente ans, enfoncerait le pays dans une sorte de décadence, dont seul le retour à un ultralibéralisme débridé, sur le plan économique, pourrait nous affranchir, voire nous délivrer.

Un emprunt systématique au discours sur le déclin. Ce récit est erroné au regard des faits, et faux sur le plan politique. Tout d'abord, François Fillon devrait se rappeler qu'il a été quatre fois ministre - de la recherche, des télécoms, des affaires sociales et de l'éducation nationale - et une fois Premier ministre, depuis 1993. On

peut imaginer qu'il ait pu prêter la main à une telle décrépitude, et ce, au plus haut niveau de l'État. A moins de se contenter de l'application, au jour le jour, d'un plan de carrière, au sens le plus étiqué du terme. Ce qui ne qualifie pas forcément pour l'accès à la magistrature suprême. L'ancien « collaborateur » de Nicolas Sarkozy a également rédigé le pro-

Le discours de François Fillon suit un fil rouge, ou plutôt un présupposé. Le déclin de la France, depuis plus de trente ans, enfoncerait le pays dans une sorte de décadence, dont seul le retour à un ultralibéralisme débridé, sur le plan économique, pourrait nous affranchir, voire nous délivrer.

gramme de l'UMP, en 2007, celui-là même qui a conduit à 600 milliards de dettes supplémentaires et à 1,1 million de chômeurs de plus, en cinq ans.

Surtout, notre pays dispose d'atouts importants grâce à ses chercheurs, ses artistes, ses ingénieurs, sa culture, son administration, ses savoir-faire. Il occupe une place de choix dans les domaines de l'aérospatial, de l'aéronautique, de la chimie, de l'industrie pharmaceutique, des transports, de la construction. Il enregistre de nombreux prix Nobels en littérature, comme en économie, en physique, comme en mathématiques, en philosophie,

comme en médecine. Il attire, chaque année, de nombreux chercheurs et un grand nombre d'étudiants étrangers. Son rayonnement international est intact, comme l'ont encore démontré, dans des circonstances dramatiques, les déplacements et les témoignages de dizaines de chefs d'État et de gouvernement, le 11 janvier dernier, après les attentats sanglants de ce début d'année à Paris. La France reste aussi, et de loin, la première destination touristique mondiale, confirmant ainsi son attractivité et sa capacité à faire rêver.

Le récit du déclin est non seulement une profonde erreur d'appréciation de la réalité, mais une faute historique à l'égard des Français et de leur avenir. Il demeure l'expression d'un pessimisme foncier justifiant toutes les contributions, toutes les culpabilisations et finalement tous les renoncements. Ce présupposé dévastateur et rance relève davantage de la rhétorique du 10 juillet 1940 que de l'intuition fulgurante du 18 juin de la même année. Elle résonne comme un enfermement dans le reproche voire le procès intenté aux autres et en priorité à celles et ceux qui vivent de leur travail et de leur compétence. La France détient toujours un message universel à partager et à

délivrer au monde. Celui-ci ne commence pas par un « mea culpa » contre le progrès social. La tentation « décliniste » mène à la désespérance, à l'impasse, mais aussi au culte de l'homme providentiel. Elle est à la fois malsaine pour l'équilibre des institutions républicaines, et négative pour la capacité de la société à se projeter dans un avenir commun. Le catalogue programmatique de Monsieur Fillon correspond, il est vrai, à un réquisitoire contre le monde du travail. Les options décrites sont d'une rare violence. Retraite à 65 ans pour des raisons strictement idéologiques et alors même que la Commission des comptes de la Sécurité sociale annonce des retours à l'excédent du régime de base pour les années à

venir. Fin de l'ISF au risque de conforter les patrimoines et les spéculations financières et immobilières. Au risque aussi, d'affaiblir les finances publiques.

Suppression des 35 heures, pourtant déjà largement flexibles, et baisse autoritaire de plus de 10 % du pouvoir d'achat des salariés après nous avoir expliqué, de 2007 à 2012, qu'il fallait « travailler plus pour gagner plus ». L'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy plaide, en effet, pour une semaine de 39 heures payées 35, et donc un décrochage important du salaire horaire.

« Détricotage » complet du code du travail assorti d'une remise en cause du dialogue social et d'une prime à la précarité salariale. Cette approche renvoie à une conception strictement utilitaire du salarié, et néglige la nécessité de compenser et d'encadrer le lien de subordination inhérent au contrat de travail.

Stigmatisation de l'Aide médicale d'État, l'AME, au risque de renforcer les conditions de propagation de toutes les pandémies et de recrudescence de pathologies du début du XX^{ème} siècle. A cette panoplie, il faut ajouter la réduction de 150 milliards des dépenses publiques, la mise en cause « pavlovienne »

La tentation « décliniste » mène à la désespérance, à l'impasse, mais aussi au culte de l'homme providentiel. Elle est à la fois malsaine pour l'équilibre des institutions républicaines, et négative pour la capacité de la société à se projeter dans un avenir commun

de l'« assistanat » et l'atteinte aux mécanismes de retraite par répartition.

En fait, nous sommes en présence d'une démarche à la fois cohérente et destructrice, visant à présenter le salarié comme un coût, et non comme un citoyen, le chômeur comme un coupable, et non comme une victime, la démocratie sociale comme un temps perdu et non comme une chance au service d'une dynamique économique partagée, le pauvre comme un handicap, et non comme un être respecté et reconnu.

La culpabilisation du corps social se trouve au cœur d'un discours désormais explicite. Le vilain terme d'« assistanat » se substitue à ceux de solidarité et de générosité. Quant à la petite

musique sur la fraude sociale, inévitable mais marginale, elle vise à dissimuler l'absence totale de réflexion sur le fléau bien réel de la fraude fiscale et le maintien des niches fiscales, qui altèrent pourtant la progressivité de l'impôt.

La France ne peut se réduire à une mise en équation « néolibérale ».

Le projet de Monsieur Fillon n'est pas un projet de rassemblement pour le pays, mais un risque de déchirure sociale et politique dans une société déjà en proie à la crise sociale. Son récit se confond avec celui de la revanche sociale, et du dogme économique ultralibéral qui a provoqué les mêmes dégâts sous toutes les latitudes. Il vise, in fine, à faire accepter la dilution de l'ambition républicaine et de sa devise - liberté, égalité, fraternité -, dans une logique où le marché et la loi des oligarchies priment sur tout. Avec un tel récit, la discrimination par l'argent supplante l'égalité des droits. La culpabilisation se substitue à l'émancipation citoyenne, la défiance à la confiance.

Ce programme conduirait aussi au plongeon dans la déflation, à un moment où ce risque mortifère pour les équilibres économiques et l'anticipation vertueuse des acteurs n'est plus écarté, ni en France ni en Europe. Chacun sait que la baisse des salaires induite par l'aug-

mentation de la durée hebdomadaire du travail conduirait à la déflation et à un surcroît de chômage. Chacun redoute également qu'une diminution drastique des dépenses publiques n'assèche l'activité, ne réduise les commandes publiques, ne fragilise et n'affaiblisse la visibilité des plus modestes et des producteurs. La mise en cause du droit du travail, couplée avec le mépris affiché du dialogue social et des corps intermédiaires ferait de l'entreprise un cadre de non droit et d'arbitraire.

La France n'a pas besoin de cette purge

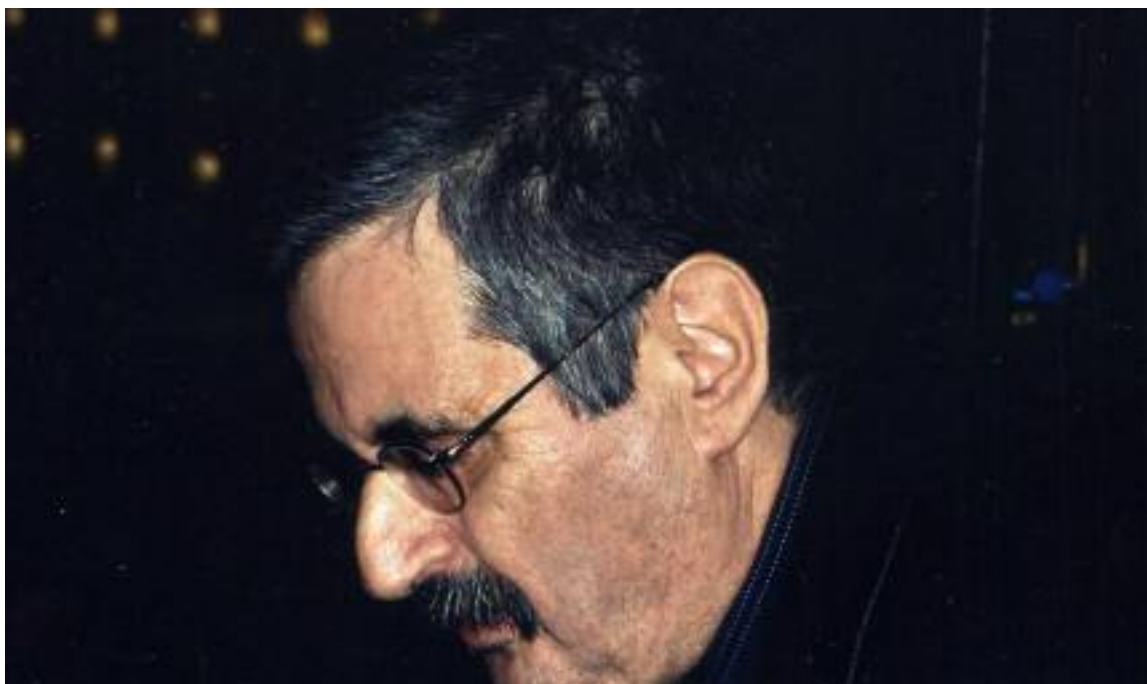
« néolibérale ». Elle a beaucoup mieux à faire, dans le champ social, comme dans celui de la démocratie. Elle peut aussi se dispenser d'un récit politique fondé sur la défiance vis-à-vis du monde salarié qui représente, désormais, l'immense majorité du monde du travail.

Notre pays a une culture, une histoire, un destin. Celui-ci ne peut se résumer à la recherche d'un taux de profit à court terme et, pour

quelques-uns, à un compte d'exploitation échappant à toute transparence et tout contrôle, sans âme et sans perspective collective.

M.B.

En fait, nous sommes en présence d'une démarche à la fois cohérente et destructrice, visant à présenter le salarié comme un coût, et non comme un citoyen, le chômeur comme un coupable,, et non comme une victime, la démocratie sociale comme un temps perdu et non comme une chance au service d'une dynamique économique partagée, le pauvre comme un handicap, et non comme être respecté et reconnu.



Daniel Lindenberg...

... historien des idées et professeur en sciences politiques, a publié, en 2002, un essai, « *Le rappel à l'ordre, enquête sur les nouveaux réactionnaires* ». Il est professeur de Sciences politiques à l'Université Paris VIII et conseiller à la direction de la revue *Esprit*. Il est membre, par ailleurs, du comité de rédaction de la revue *Mil neuf cent*, à vocation historique.

« L'intelligentsia d'aujourd'hui est tétanisée ! »



En 2002, vous avez publié un essai, « Le rappel à l'ordre, enquête sur les nouveaux réactionnaires ». Le constat que vous dressiez alors vaut-il toujours treize ans plus tard ?

Non seulement, je persiste et signe, mais je constate que le phénomène a amplifié. L'exemple qui avait suscité le plus de remous et qui m'avait valu alors des ennuis, est celui d'Alain Finkielkraut qui, depuis, a radicalisé son discours. Dans une récente interview, il a même révélé qu'il n'était plus de gauche, ce qui a le mérite d'être clair. Sur la question de « l'identité malheureuse », il a gagné, d'ailleurs, le statut d'un idéologue de droite, voire même d'extrême droite. Je me flatte également d'avoir signalé, à l'époque, l'évolution d'un Alain Soral qui n'était pas ouver-

tement national-socialiste, comme il peut l'être aujourd'hui. Mais, un certain nombre de thèmes qu'il développait, il y a une quinzaine d'années, lui valaient déjà de s'exprimer au nom du prolétariat français, humilié, certes, mais de couleur blanche...

Aujourd'hui, il suffit de consulter n'importe quel média pour s'apercevoir que ce phénomène est au centre des débats, en France.



Qui sont les nouveaux réactionnaires, en 2015 ?

Ils n'ont pas forcément une conscience claire de leur évolution. Je ne serai pas très original en citant Michel Onfray qui, il y a peu, était anarchiste, libertaire, athée et radical. En dépit de ses dénégations, il défend, aujourd'hui, le modèle de l'Oc-

cident et de la civilisation chrétienne, estimant même que l'immigration est une blessure à notre identité.

Le 20 octobre prochain, à la Mutualité, *Mariane*, qui est devenue le quartier général des nouveaux réactionnaires, organise un meeting autour du même Michel Onfray qui convoque, pour l'occasion, ses soutiens. Comme s'il était victime d'une chasse aux sorcières. Pour le reste, rien n'a changé. Ce sont toujours les mêmes noms qui nourrissent l'actualité, à commencer par Michel Finkelkraut, Pierre-André Taguieff, Eric Zemmour, Michel Houellebecq, ou bien d'autres encore qui avancent plus masqués. Cela fait maintenant des années qu'ils se réfèrent aux mêmes thèmes sur l'école, la démocratie ou le Front national qui, selon eux, exprime une rancœur légitime des classes populaires, méprisées par les élites.

Un certain nombre d'intellectuels dérivent vers les positions qui sont celles de l'extrême droite, en recourant à un vocabulaire - droit de l'homisme, pensée unique... - proche de celui du FN ou de la Nouvelle Droite. Nous ne sommes cependant plus dans la même situation qu'en 2002. À l'époque, l'accession de Jean-Marie Le Pen au deuxième tour de l'élection présidentielle était un accident. Ce qu'on ne peut plus dire aujourd'hui, alors que le FN se retrouve aux portes du pouvoir régional. Ces dérives entraînent forcément ceux qui s'y livrent dans le champ magnétique du FN. Bertrand Duthéil de la Rochère, qui compte parmi les dirigeants notoires du rassemblement Bleu Marine, a lancé un appel aux intellectuels de gauche, qu'il estime trahis par leurs dirigeants et leurs partis politiques. Il les enjoint de rejoindre le FN, érigé en adversaire de la pensée unique. S'il le fait, c'est qu'il a entrevu une brèche ouverte par Jacques Sapir, qui s'est prononcé, récemment, pour un front de libération nationale, qui inclurait, en particulier, le FN de Marine Le

Pen, totalement dédramatisé. Il prône le rassemblement des adversaires du système, de l'Europe et du libéralisme culturel. Ceci va de pair avec le modèle de société incarné par Vladimir Poutine, dont l'antiaméricanisme et la défense de l'identité séduisent les extrémistes de tout bord. Nous sommes donc dans une situation où l'extrême droite, prétendument postfasciste, accepte le jeu démocratique et, surtout, défend l'identité contre l'islam, laissant clairement les considérations antisémites à Alain Soral. Il s'agit là d'un phénomène politique qui, en sus du désarroi des intellectuels de gauche, aura des incidences sur la prochaine élection présidentielle.



Nombreux sont ceux, parmi les néo-réactionnaires, qui s'en prennent à la culture de masse, à la société métissée et à une certaine vision de Mai 68, sur fond de critique de l'islam et de stigmatisation des musulmans. Assistet-on à une régression démocratique, sous l'effet d'une pensée contre-révolutionnaire, raciste et résolument anti-égalitariste ?

« Nous sommes dans une situation où l'extrême droite, prétendument postfasciste, accepte le jeu démocratique et, surtout, défend l'identité contre l'islam, laissant clairement les considérations antisémites à Alain Soral. Il s'agit là d'un phénomène politique qui, en sus du désarroi des intellectuels de gauche, aura des incidences sur la prochaine élection présidentielle. »

Oui. Deux extrêmes droites coexistent, dans le paysage politique actuel. Alain Soral est un pur fasciste, antisémite de surcroît, qui partage un certain nombre de thèmes avec les nou-

veaux réactionnaires ou le FN. Mais, il s'en sépare, au motif qu'il n'est pas islamophobe. Il est même islamophile, ce qui ne l'empêche nullement, cependant, de s'opposer au métissage. Il se présente comme un ami des musulmans, en se rapprochant très clairement d'un Dieudonné. Tant et si bien que sa clientèle se situe beaucoup plus du côté des zones sensibles que des beaux quartiers. Il a, en commun avec les nouveaux réactionnaires, la haine de la société ouverte. Cet espace où chacun peut développer une identité mondialisée, l'amour de la musique pop ou rock, le mélange, le métissage comme idéal cul-

turel auquel il s'oppose, avec véhémence. Ceux qui gravitent autour de lui font partie des nostalgiques de l'ancien Front national, dont il a été très proche, avant de le quitter pour fonder sa propre boutique. Au fond, leur objectif est de revenir aux « vraies valeurs » qui ne sont pas nécessairement rattachées à nos racines chrétiennes.

Ce positionnement permet à Marine Le Pen de se démarquer de cette frange de l'extrême droite qu'elle assimile volontiers à des « voyous » et des « racistes ». Ce qui n'empêche pas tous ces gens-là de se retrouver dans la rue, à l'occasion de la manifestation du *Mariage pour tous*, contre les socialistes et le peuple de gauche. C'était d'ailleurs la première fois, depuis 1934, que l'extrême droite a pu occuper le pavé, et elle ne s'en est pas privée !

? *Le déclinisme et le souverainisme sont-ils devenus la norme au sein de notre société ?*

Le souverainisme gagne du terrain tous les jours, dans tous les partis. Le Front de Gauche et Jean-Luc Mélenchon cèdent aisément à cette inclination. Chez les catégories les plus modestes, son discours séduit. Quant au déclinisme, il a la faveur de nombreux intellectuels, mais il n'a pas grand-chose à voir avec cette « France qui tombe » que nous décrit Nicolas Baverz. Il ressemble aux vieilles théories de la décadence, selon lesquelles l'Europe se laisse aller, la France abandonne ses valeurs traditionnelles. Comme le dit Alain Finkielkraut, qui a le sens de la formule, notre choix se limite au parti de l'Autre, l'immigré, le musulman qui est une menace pour l'identité française, ou le parti du sursaut. Le déclinisme actuel indique son propre remède. La décadence est due, pour beaucoup, au phénomène migratoire, en lien avec l'islam. Ce qui vaut à un Michel Onfray ou un Alain Finkielkraut, dont il vient d'être question, de défendre la civilisation chrétienne, sans pour autant être croyants. Derrière ce discours, transparaît la

théorie du « grand remplacement », défendue par Renaud Camus. Un pays où la composition ethnique et religieuse change, est prêt à être asservi. Ce que l'on trouve également dans le roman de Michel Houellebecq, *Soumission*. Qu'on le veuille ou non, cet auteur est problématique, au même titre qu'un Céline, en son temps.

? *La société française bascule-t-elle à droite ? Les intellectuels vivent-ils de bord ?*

Je ne le crois pas. Mais, ce qui m'inquiète, en tant que citoyen de gauche, c'est l'absence de réaction. Une minorité d'intellectuels s'engage dans la voie consistant à se référer à de vieilles valeurs de droite : défense de l'identité ethnique, référence à la hiérarchie, haine de Mai 68 et de la société ouverte, homophobie, islamophobie... Face à ce constat, il y a cependant un phénomène de

passivité ou d'aveuglement chez nombre d'intellectuels ou de journalistes qui se montrent extrêmement complaisants ou se laissent duper. Il y a une dizaine d'années, nombre d'entre eux manifestaient dans la presse de gauche, comme *Le Monde*, *Libération*, *L'Obs* ou *Marianne*. Aujourd'hui, ils font amende honorable à un Finkielkraut, dont ils louent le talent et la finesse. Ce sont les mêmes qui, dans les années 1930 vantaient les talents de poète et d'écrivain d'un Charles Maurras... C'est d'ailleurs ce

qui lui a valu d'être élu à l'Académie française, au même titre qu'un Finkielkraut. L'intelligentsia d'aujourd'hui est tétanisée ! Je constate, par exemple, qu'on n'a plus le droit de poser des questions sur l'après *Charlie*. Comme s'il n'y avait pas de problème. Cet aveuglement me paraît plus dangereux que les discours de ceux qui avancent sans masque et qu'il nous faut critiquer avec force et détermination. Il n'y a plus de tentative de penser sur le post-fascisme du Front national. Prenons garde, d'autant qu'un Jacques Sapir n'est que l'avant-garde d'un mouvement souverainiste qui ne cessera de s'affirmer, au nom de la défense de la France éternelle.

Sur un autre plan, la pétition « *Touche pas à mon église* », signée par Michel Onfray, est la traduction de la défense d'une identité chrétienne de la France par des non-croyants. Il s'agit là, très clairement, d'un marqueur politique discriminant vis-à-vis des musulmans. Je remarque, par ailleurs, qu'Eric Zemmour a vendu *Le suicide français* à 500 000 exemplaires, alors qu'il est, lui aussi, l'auteur d'un brûlot antimusulman, anti-gauche et contre-révolutionnaire. Ceci est

très grave. Ne faudrait-il pas que les jeunes générations se lèvent pour contester ces écrits ? Il nous faut également réfléchir à l'héritage de la Révolution française et des Lumières. Il existe bien une inquiétude civique qu'il faudrait soulever contre ces problèmes, en apportant des réponses claires.

Propos recueillis par Bruno Tranchant

Morano : un dérapage lourd de sens

Dans une tribune publiée dans *Le Figaro* du 28 septembre, Laurent Bouvet revient sur la polémique déclenchée par Nadine Morano sur le plateau d'*On n'est pas couché*, le 26 septembre dernier. Sa dernière saillie sur la France qu'elle assimile à « *un pays de racines judéo-chrétiennes (...) de race blanche* », démontre, s'il en était besoin, une « *dérive de l'espace public vers des considérations de plus en plus ouvertement identitaires* », estime le directeur de l'Observatoire de la vie politique (OVIPO).

Ces propos sont la traduction d'un recul de l'idéal républicain, sur fond de remise en cause du lien social et du « *vivre-ensemble* », estime, par ailleurs, l'auteur de *L'Insécurité culturelle* (Fayard). « *C'est l'idée même d'une France tout à la fois Etat, peuple et nation, d'abord et avant tout politique, appuyée sur une histoire longue, faite d'apports multiples et orientée vers un projet à la fois émancipateur et unificateur, au-delà de toutes les différences qui la composent, qui est en train de se défaire sous nos yeux* », poursuit le politologue.

Cette vision d'une prétendue « *pureté raciale ou civilisationnelle de la France* », propre à l'extrême droite, traduit une dérive de la droite et, de manière plus surprenante, de l'extrême gauche,

au nom d'une « *vision diversitaire voire communautarisée de la société, c'est-à-dire repliée sur des identités particulières, celles de minorités (...) dont la discrimination justifierait l'abandon de tout universalisme et même de tout espoir d'émancipation par l'appartenance même à une société commune.* » S'ensuit le rejet du métissage et de l'intégration qui conduit très directement à la remise en cause d'un « *commun* » « *Or, et c'est là l'essentiel, seul un tel dépassement des différences particulières dans l'espace public autorise la défense, la garantie et même l'épanouissement de celles-ci dans l'espace privé* », souligne Laurent Bouvet. Seul moyen, veut-il croire, de « *déployer à la fois l'individu libre et émancipé, et le citoyen à part entière.* » Et de lutter efficacement tout ce qui peut s'opposer au combat pour la solidarité et contre les inégalités. À force de frapper tous azimuts sans se soucier des conséquences de ses propos, Nadine Morano, dans les pas de Nicolas Sarkozy, finit par casser les codes de notre tradition républicaine, en attisant sciemment l'intolérance et en se faisant inconsciemment l'alliée - oserions-nous dire l'« *idiotie utile* » - de Marine Le Pen

B.T.

Spécial régionales...

En prévision des élections régionales (6-13 décembre), la rédaction de *Regards sur les droites* consacre une série de reportages aux territoires les plus exposés, politiquement, au danger frontiste et à la montée de la droite forte. Deuxième destination, la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, où Marine Le Pen et Xavier Bertrand déclinent leurs thèmes de campagne, en recourant au même terreau idéologique.

Bertrand-Le Pen : cherchez les différences !

Partir de très haut, dès le premier tour ! Pierre de Saintignon sait de quoi il parle. Face à des concurrents LR et FN qui broutent sur les mêmes terres, le candidat socialiste aux élections régionales dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie - 6 millions d'habitants, 4 millions d'électeurs, un budget de 3 milliards d'euros - entend faire le plein des voix, au soir du 6 décembre, pour ne pas céder un pouce au champ des extrêmes. Entre un Xavier Bertrand qui a réussi l'alliance de son parti, de l'UDI et du Modem, et une Marine Le Pen, qui justifie de sa notoriété pour prendre date, en prévision de la présidentielle, la marge est étroite.

Le premier rode ses discours autour de ses thèmes de prédilection : travail, enseignement, apprentissage, entreprises, cantine scolaire (cf. article ci-après). La seconde fait de la préférence régionale, de l'économique, du social et de la fermeture des frontières ses axes prioritaires. Tous deux se complaisent dans une critique sans concession de l'équipe sortante, taxée de laxisme. Et lorsque Bertrand prétend insuffler une dynamique nouvelle « *par le travail* », « *contre l'assistanat* », tout en prônant la réduction des charges patronales et en affichant sa fermeté face à l'Angleterre sur l'immigration, la seconde emprunte aux mêmes registres. Ce qui lui vaut, au détour d'une phrase, de tacler sévèrement celui qu'elle considère comme son adversaire direct, en l'accusant de « *singer le FN* ». De l'aveu de la conseillère régionale sortante, la

campagne de l'ex-ministre du Travail « *patine sec* ».

Grosses ficèles. À chacune de ses sorties, Bertrand entonne le même couplet. À coup de sailies. Le travail est « *notre valeur commune* », confie-t-il ainsi à ceux qui pourraient en douter. Le constat vaut pour l'autorité, qu'il entend rétablir au plus vite, ou bien encore l'agriculture, en friche, prétend-il, et « *laissée entre les mains des technocrates* ». Pour complaire à un public anxieux et dissiper ses craintes, il égrène quelques recettes, visant à lutter contre l'insécurité et l'afflux massif des réfugiés dans le Dunkerquois. « *Ces gens-là ne respectent pas nos lois. Ils doivent être sanctionnés et reconduits, assène-t-il. Je veux de l'efficacité et de l'autorité, plus de laxisme.* » Il refuse, d'ailleurs, de les accueillir dans sa propre ville de Saint-Quentin (Aisne), dont il est le député-maire. Dans une région sous tension, en raison de la situation calaisienne, et dans laquelle la tentation du vote FN est forte, la question est sensible. Durant l'été, il n'a cessé, d'ailleurs, de dénoncer la politique gouvernementale, en matière d'immigration. Dans le Calaisis, pour commencer ; à l'échelle européenne et internationale, ensuite, en référence à la gestion des migrants au départ de Libye. Opposé à la politique des quotas, il en arrive à se distinguer de plusieurs de ses collègues LR qui, de Jean-Pierre Raffarin à Alain Juppé, en passant par Nathalie Kosciusko-Morizet et François

Fillon, estiment que la France doit accueillir celles et ceux qui fuient les combats et les persécutions. « Pour retrouver notre crédibilité, nous devons dire les choses sans prendre de gants, sans faux-semblants, clame-t-il. L'eau tiède, ce n'est bon ni à boire, ni pour la douche. Moi, je suis un rond qui dit des choses carrées et je peux vous assurer que cela permet d'attirer l'attention. » (Le Figaro, 9 septembre).

Au gré de ses interventions, l'ex-secrétaire général de l'UMP (2008-2010) sur-joue le sentiment d'exaspération, attise les peurs. Recette éculée à laquelle son opposante frontiste et ses affidés recourent de longue date. Les yeux rivés sur les sondages, Bertrand se raccroche au terrain, misant, pour l'essentiel, sur une campagne ultra-droitière. Le recentrage n'est pas d'actualité. L'objectif est de combattre le FN sur les valeurs qui lui sont propres, afin de drainer, dès le premier tour, les voix des « égarés » et occuper ainsi l'une des deux premières places, au soir du premier tour. Pour ce faire, il s'emploie à instrumentaliser la colère et la misère, dès lors que la situation le lui permet. S'en prend au PS qu'il accuse d'avoir trahi

son électorat. Les yeux rivés sur les sondages, il refuse, naturellement – comment s'en étonner ? –, toute perspective de front républicain. Le contraste est saisissant avec un Pierre de Saintignon qui se concentre, pour sa part, sur la politique de solidarité, l'emploi des jeunes, le pacte de responsabilité ou la santé, en s'appuyant sur un bilan dont nul ne saurait contester le bien-fondé.

Recettes éculées. « Il y a des partis que l'on n'a pas essayés donc pourquoi ne pas les essayer », confie au micro de France 3 le client d'un marché lensois, ce jour de septembre. Marine Le Pen se pense en terrain conquis. Les sondages l'annoncent devant, dès le premier tour, alors qu'elle vient à peine de débiter sa campagne. Un com-

ble pour celle qui a annoncé qu'en cas de victoire, elle ne présiderait pas l'exécutif ! Mais, qu'importe, au fond. Entre une droite, qui a fait le choix de la surenchère pour élargir le spectre de son électorat, et la présidente du FN, le duel risque de tourner court, et à l'avantage de la fille du patriarce.

Le contexte politique - situation des migrants à Calais, flux massifs de réfugiés, débat sur le renforcement des contrôles aux frontières... - lui paraît propice. Toutefois, elle ne rendra son programme public que fin octobre, en se contentant de faire quelques annonces. À Amiens, le 21 septembre, elle affirme ainsi vouloir imposer des critères sociaux et environ-

nementaux dans les marchés publics, ce que font déjà nombre d'élus socialistes. Elle entend également supprimer les subventions allouées aux entreprises qui ne créent pas d'emploi – ce que fait l'exécutif régional depuis dix-sept ans ! -, favoriser la vente directe pour rapprocher les agriculteurs des consommateurs et l'économie circulaire. Là non plus, rien de nouveau à l'horizon. Mais qu'importe !

Au détour d'une phrase, elle promet de couper les vivres aux « associations d'aide aux clandestins », dans une région où près de 4 000 réfugiés vivent dans des camps. Succès garanti ! Enfin, elle jure ses grands dieux de stopper net les fermetures de gares en milieu rural et de créer des maisons médicales dans les zones reculées. Ce que font les régions, depuis près de dix ans, via la création des Maisons de santé pluridisciplinaires (MSP), dont le gouvernement entend généraliser le principe à l'ensemble du territoire. Au fond, Marine Le Pen est en rodage. Son horizon va bien au-delà des échéances régionales. Elle se prépare pour 2017, au même titre qu'un Xavier Bertrand qui a les yeux rivés sur les primaires de son parti. Quand à ses préconisations, elles sont bien connues. La préférence nationale,

Les yeux rivés sur les sondages, Bertrand se raccroche au terrain, misant, pour l'essentiel, sur une campagne ultra-droitière. Le recentrage n'est pas d'actualité. L'objectif est de combattre le FN sur les valeurs qui lui sont propres, afin de drainer, dès le premier tour, les voix des « égarés » et occuper ainsi l'une des deux premières places, au soir du premier tour.

pour commencer, qui figure au cœur de ses priorités. Dans le viseur, le migrant. Les Français seraient ainsi prioritaires pour l'attribution d'emplois, de logements et d'aides sociales. Les allocations familiales seraient, pour leur part réservées aux familles dont un parent au moins est français ou européen. Ce genre de référence rappelle de très mauvais souvenirs et, en particulier, ceux de l'Occupation. Marine Le Pen recycle ainsi les fondamentaux politiques de son père : au bout du compte, ce sont bien les Français, et eux seuls, qui devraient avoir accès au logement, aux retraites, à l'emploi et aux aides sociales. Evincer les immigrés de la protection sociale, ce serait aussi les exclure de son financement, ce qui appauvrirait le système, dans sa globalité. Car, contrairement à ce qu'elle affirme, la contribution nette des étrangers présents en France, en situation régulière, au budget public est nettement positive : 12 milliards d'euros, selon une étude réalisée, en 2010, par un laboratoire indépendant de l'Université... de Lille ! Ça ne s'invente pas.

La « préférence nationale » tient lieu de programme en matière d'emploi, de logement, de santé, de politique sociale et familiale. Or, elle renvoie inmanquablement à une logique de repli xénophobe et d'inégalité des droits. Ce concept, pour perfide qu'il soit, est la matrice d'une politique nationaliste. Mais, qu'importe ! Dans une région où les réfugiés se font de plus en plus nombreux, le discours porte.

Mensonges et manipulation. Et, si cela ne suffisait pas, elle se fait la porte-parole des « *petits* » et des « *sans grade* » auxquels elle promet la fin de l'ultralibéralisme, en renforçant le protectionnisme aux frontières, aujourd'hui menacées par les vagues migratoires et le laxisme britannique... Les Anglais ont bon dos !

Son leitmotiv : en finir avec l'euro et mettre en place un protectionnisme raisonné pour sauver les PME et les emplois, dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie et dans le reste du pays. Sous couvert de protectionnisme, une telle décision aurait un coût économique et social élevé, particulièrement pour les classes populaires et moyennes, qu'elle prétend pourtant défendre. Or, la monnaie unique évite l'instabilité monétaire et mutualise les risques, notamment pour des pays

qui connaissent un déficit extérieur important, ce qui est encore le cas de la France, depuis une quinzaine d'années. En dépit d'une réelle absence de pilotage économique, l'euro a empêché les devises nationales de s'affronter par des dévaluations « compétitives » dangereuses pour les entreprises et les salariés, comme ce fut le cas par le passé.

Grâce à l'euro, l'inflation se stabilise à moins de 1 % l'an, depuis 2010, contre 10 % environ dans les années 1980. Sans compter que l'existence de la monnaie unique permet aux particuliers et aux entreprises locales et régionales de bénéficier de taux d'intérêts particulièrement bas, tout en facilitant le recours au crédit pour les PME-TPE et en réduisant le coût de la charge de la dette. Le retour du franc signifierait le « détricotage » de l'Europe, et donc l'avènement de nationalismes politiques et économiques destructeurs pour les peuples, et dangereux pour la paix.

Un scénario catastrophe auquel Pierre de Saintignon refuse de céder. Le candidat socialiste n'oublie pas, par ailleurs, que, pendant des décennies, le FN n'a eu de cesse de critiquer les fonctionnaires et les services publics. En 2007, Jean-Marie Le Pen souhaitait ainsi que l'armée intervienne pour empêcher les grèves. En 2012, dans un courrier, sa fille, elle-même, osait prétendre être à l'écoute des salariés du secteur public. Les catégories populaires ont bon dos !

Au-delà, le programme du mouvement d'extrême droite a toujours été, jusqu'à une date récente, d'inspiration ultralibérale, allant même jusqu'à revendiquer la suppression des cotisations sociales, la liberté totale d'entreprendre et la fin des contraintes administratives et fiscales pour les entreprises.

Aujourd'hui, le discours de Marine Le Pen prend cette vision à revers, au nom d'un « *anticapitalisme* » présumé. Comment ne pas voir là une supercherie, à visée électorale ? « *Pour construire une Région utile, les partis de la gauche ont une impérieuse nécessité à se rassembler !* », martèle Pierre de Saintignon. Aujourd'hui, sans doute, plus qu'hier pour poursuivre l'œuvre entreprise par Daniel Percheron et son équipe.

Bruno Tranchant

POINT DE VUE



Béatrice Lejeune

est Première fédérale et tête de liste dans l'Oise.

« Dans l'Oise, la droite n'a eu de cesse que de tout casser »

Quelle est la situation politique, à droite, dans l'Oise, à moins de cent jours du premier tour des élections régionales ?

La droite départementale n'a eu de cesse que de tout casser, dès son arrivée à la tête du département. Brigade anti-fraude, RSA, suppression de tous les renforts – notamment, les services sociaux –, arrêt de la politique culturelle - 40 % du budget du musée départemental, arrêt de chantiers importants pour le département, en particulier sur des liaisons routières majeures, alors que le nombre de morts sur les routes a été très élevé, cet été. Le tout, avec une complicité assumée et affichée du FN local.

Quels thèmes le candidat du parti Les Républicains met-il en avant dans sa campagne ?

La sécurité, l'armement des polices municipales, la vidéo-surveillance, le travail, l'emploi, la chasse aux fraudeurs. Sur tous ces thèmes, comme sur d'autres, Xavier Bertrand n'a de cesse de courir après le FN.

Comment la candidate FN, Marine Le Pen, se prépare-t-elle à cette échéance ? Quelles thématiques met-elle en exergue ?

Elle ne s'y prépare pas, la seule chose qui l'intéresse c'est d'utiliser la région Nord-Pas-de-

Calais-Picardie et ses habitants comme d'une rampe de lancement pour la présidentielle. Elle surfe uniquement sur le rejet de l'autre et la question des réfugiés – qu'elle désigne comme les « migrants-étrangers » - qui reste son thème de prédilection.

À titre anecdotique, je signale, d'ailleurs, que même sur la question des marchés publics, elle déclare vouloir faire la chasse à l'étranger ! Elle nationalise les débats, mais refuse, pourtant, de débattre avec les candidats sur France 3 Picardie. Elle ne pointe que les problèmes, sans amorcer la moindre proposition de solution, si ce n'est le repli sur soi-même.

Comment le Parti socialiste prépare-t-il la riposte ? Comment les militants se déploient-ils sur le terrain ?

Nous concentrons le tir sur les actions portées par la Région, depuis onze ans. Notre bilan est positif, il faut nous en servir pour convaincre la population du bienfondé des politiques que nous menons localement. Pour cela, nous nous appuyons sur des référents territoriaux, et prenons part à toutes les manifestations, en mobilisant nos militants. Il est important qu'ils soient présents sur le terrain. Enfin, un calendrier de campagne colle au plus près des événements.

Propos recueillis par B.T.

Témoignage



Yann Capet

Premier fédéral et député
de la 7^{ème} circonscription
du Pas-de-Calais.

« Le Pas-de-Calais s'inscrit dans une ligne où la convergence des populismes tend à s'imposer au sein des droites »

À quelques semaines des échéances régionales, quelle est la situation politique, à droite, dans le Pas-de-Calais ?

La situation du Pas-de-Calais est identique, en tout point, à celle qui prévaut à l'échelle régionale. En clair, les partis de droite dits républicains tombent dans le piège tendu l'extrême droite. Depuis le début de l'été, Xavier Bertrand recourt ainsi aux idées propres à Marine Le Pen. Sur la question des réfugiés, il se livre ainsi à une véritable surenchère idéologique avec le FN. Et lorsque les gens du voyage ont bloqué l'autoroute A1, il n'a eu de cesse de souffler sur les braises.

Le Pas-de-Calais s'inscrit, aujourd'hui, dans une ligne où la convergence des populismes tend à s'imposer au sein des droites. Avec un paradoxe assez fort. Si la gauche éprouve des difficultés à se rassembler, ses adversaires - MoDem, UDI, Les Républicains (LR) - se réunissent sans difficulté majeure dans le cadre des régionales, alors que sur le fond, les différences sont sensibles. Nous avons beaucoup plus de convergences avec les formations de gauche et les écologistes que les trois partis de droite réunis. Prenons la posture vis-à-vis de l'extrême droite. Qui y a-t-il de commun, sur ce

point, entre la position d'une Valérie Létard, sénatrice du Nord et ancienne secrétaire d'État, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, qui se dit totalement en phase avec Xavier Bertrand, et Natacha Bouchar, sénatrice-maire de Calais et tête de liste aux départementales, qui justifie son engagement en portant le fer contre l'extrême droite ? Ce, alors même qu'aux élections départementales, la droite a fait perdre au Parti socialiste un canton, en maintenant son candidat à l'issue du premier tour.

Nous devons rappeler, avec force, que la droite a renoncé à l'intérêt général et aux valeurs de la République. Sous couvert de pragmatisme électoraliste, elle est prête à tout.

L'objectif au fond, est de s'attirer les grâces de l'électorat frontiste. Ce jeu est politiquement dangereux pour la droite. Ne s'expose-t-elle pas, à terme, à un risque d'explosion ?

C'est à nous de pointer ces contradictions permanentes qui interviennent sur des sujets qui figurent très clairement au centre de l'engagement des droites. Nous devons le souligner et apporter des réponses politiques aux difficultés auxquelles nos concitoyens se retrouvent confrontés.

Marine Le Pen capitalise sur cette absence de positionnement clair, sans pour autant occuper l'espace médiatique que Xavier Bertrand tente, bon mal an de s'approprier...

Elle n'a pas besoin de bouger. Dès lors que Xavier Bertrand chasse sur les terres de l'extrême droite, il fait clairement le jeu de la présidente du FN. Les sondages d'opinion sont, de ce point de vue, particulièrement significatifs. Le candidat LR n'imprime pas ! Et plus il recourt au discours frontiste, plus le score de la candidate FN est élevé. Il a d'ailleurs perdu plusieurs points, depuis le début de l'été, face à une Marine Le Pen qui s'affirme jour après jour.

Quelles réponses politiques les socialistes calaisiens peuvent-ils apporter pour convaincre l'électorat de ne pas céder aux sirènes de la droite extrême et de l'extrême droite ?

Nous ne devons surtout pas tomber dans

l'écueil de l'obsession frontiste. En nous focalisant sur Marine Le Pen, nous prendrions le risque de faire sa campagne, malgré son absence physique. Il nous faut surtout reconquérir les classes populaires, en leur adressant des messages simples et clairs, au plus près du terrain. Le tout, en nous concentrant sur leurs préoccupations quotidiennes, en occupant le terrain et en évitant le piège de la dénonciation qui est certes nécessaire, mais insuffisante au regard de nos objectifs réels. Il nous faut renouer les liens avec la gauche populaire, en prenant appui sur notre réseau de militants et d'élus. Surtout, nous devons convaincre les électeurs qui se réfugient dans l'abstention ou qui peuvent être tentés par la radicalité, de notre capacité d'apporter des réponses de proximité, dans la simplicité. Tel doit être notre souci majeur, le leitmotiv de cette campagne.

Propos recueillis par B.T.



Roméo Gamazzo

Maire de Fort-Mardyck (Nord, 3 605 hab.), située dans le canton Dunkerque 1 où le Front national a réalisé l'un de ses résultats les plus spectaculaires, à l'échelle de la région.

« Briser la dynamique FN ! »

« Le FN nous agresse véritablement, depuis plusieurs mois, par une campagne d'affichage incessante. J'en suis venu à diminuer le nombre de panneaux publics dans ma ville, au demeurant trop nombreux, sur lesquels les militants frontistes collaient leurs affiches, nuit et jour. Aujourd'hui, ils vont jusqu'à distribuer des tracts devant les écoles publiques et bénéficient d'une étonnante force de frappe. Tout est bon pour valoriser leurs candidats. Je constate, par ailleurs, que ces élections locales revêtent clairement un caractère national.

J'ai été réélu maire, l'an dernier, pour un cinquième mandat. Je l'ai emporté dès le premier tour, mais mon adversaire FN a recueilli quelque 28 % des voix, créant ainsi un précédent. Aux départementales, j'ai à nouveau réussi à contenir le représentant de ce parti, mais avec difficulté. Dans une commune voisine, il a obtenu 52 % des suffrages. Ce qui démontre qu'il y a une véritable attirance pour le discours frontiste, derrière lequel transparaît la personnalité de Marine Le Pen, qui fédère

beaucoup de voix autour de son nom. Notre rôle est de briser cette dynamique.

Comment expliquer ce phénomène ? Par un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale. Ajoutez-y la crise économique et sociale, la peur suscitée par les images des migrants en Europe, et vous avez tous les ingrédients d'un vote FN élevé. Quant à Xavier Bertrand, il chasse sur les mêmes terres. Mais, à choisir, l'électeur privilégiera toujours l'original à la copie...

Dans ce contexte, Pierre de Saintignon fait une bonne campagne de terrain. Et nous nous battons à ses côtés. C'est un homme compétent, et il nous faut convaincre nos concitoyens qu'un sursaut est indispensable face au danger que font peser la droite extrême et l'extrême droite, pour conserver la Région. Ce, d'autant plus que le bilan de l'équipe sortante est excellent. À nous d'en convaincre les électeurs ! »

Propos recueillis par B.T.

Les grosses ficelles de Xavier Bertrand

Xavier Bertrand ne cesse de répéter qu'il entend mettre la région au travail. Comme si rien n'avait été fait sous les précédentes mandatures. Arpentant de long en large le territoire, il multiplie, depuis plusieurs semaines, les provocations, s'érigeant en candidat de « *ceux qui bossent ou veulent bosser* ». Les préoccupations des gens, « *c'est le boulot, les transports, le logement, la sécurité*, assène-t-il. *C'est sur ces thèmes que je veux agir* ». Tour d'horizon des propositions de la tête de liste LR aux régionales, en matière d'emploi, de transports et de sécurité.

• **Travail** : ce terme, il en use et en abuse comme un mantra. « *Notre région au travail* » est d'ailleurs son slogan de campagne. « *Toute dépense engagée par le conseil régional doit avoir une seule finalité : le travail.* » En ciblant, plus particulièrement, les PME, TPE, libéraux, commerçants et artisans qui embauchent. Il prend également l'engagement que « *tout jeune qui fera une demande de contrat d'apprentissage devra s'en voir proposer un.* » « *Nous serons au service de ceux qui travaillent, qui ont travaillé, qui offrent du travail ou qui veulent travailler* », clame haut et fort l'ancien ministre de Nicolas Sarkozy. Gare aux « *assistés* », aux « *profiteurs* » et à ceux qui vivent des allocations de chômage.

L'information de Xavier Bertrand sur les actions menées par le Conseil régional, dans ce domaine, est très partielle, parce que partielle. En dépit d'une situation économique difficile, la Région a déployé une énergie considérable dans le domaine de l'emploi, en visant plus particulièrement les jeunes et le tissu des PME-PMI. Elle a obtenu, en particulier, en lien avec Lille Métropole, le label Métropole French Tech, dont l'objectif est de faire du pays un vaste accélérateur de start-ups : un réseau de quelques écosystèmes attractifs, qui concen-

trent tous les ingrédients - culture entrepreneuriale, talents, maîtrise technologique, financement... - répondant aux besoins des start-ups françaises, des investisseurs et des talents étrangers.

Pour sortir de la crise, le conseil régional a décidé de faire du territoire un acteur à part entière de la « *troisième révolution industrielle* ». Un nouveau modèle de développement est en marche. Efficacité énergétique, développement et stockage des énergies renouvelables, réseaux intelligents, mobilité durable, économie circulaire... Autant de leviers qui devraient permettre d'insuffler un nouvel élan économique, en créant de nouveaux emplois et en préservant l'environnement. Une initiative dont Xavier Bertrand n'a visiblement pas eu vent ! Et qui a pourtant le mérite de mettre en synergie les acteurs du monde associatif, du secteur associatif, social et solidaire. Les entreprises de la région ont pris de l'avance et de nouveaux projets émergent chaque semaine, au profit de l'innovation.

Ajoutons qu'en lien avec les départements du Nord et du Pas de Calais, le Conseil régional a initié un vaste chantier pour amener le Très haut débit sur l'ensemble des territoires, à tous les secteurs d'activités économiques et sociales, en direction des habitants. Par souci d'égalité territoriale, et d'accès des citoyens à la connaissance, à la formation, aux services publics et privés. Pour les entreprises, il s'agit d'un facteur d'attractivité et d'efficacité.

Enfin, l'État et la Région Nord-Pas de Calais ont lancé officiellement un appel à projets commun, « *Initiative pour l'Emploi des Jeunes* » (IEJ), en vue de favoriser et de massifier les actions d'accompagnement à l'emploi et à la formation pour les jeunes du territoire régional, aujourd'hui sans solution. Ce dispositif s'adresse aux opérateurs de la formation et du suivi des jeunes (associations, organismes de formation, missions locales, collectivités territoriales...).

De son côté, Pierre de Saintignon a proposé la mise en place d'un plan de développement très puissant de l'emploi public et privé, en lien avec les acteurs économiques et sociaux.

• **Transports, sécurité.** Xavier Bertrand propose la création d'une police régionale des transports et l'équipement en caméras de video-surveillance « dans l'ensemble des trains et des gares ». La thématique sécuritaire lui offre surtout l'opportunité de s'attirer les grâces d'un électorat proche du FN.

A la présidence du conseil régional, Daniel Percheron a témoigné d'un goût prononcé pour l'aménagement du territoire et les transports. Il s'est imprégné d'idées nouvelles à l'étranger et innové : il a lancé, en particulier, les lignes de trains régionaux à grande vitesse (TER-GV), régionalisé les ports, lancé avant l'heure un grand emprunt... et amorcé le virage de l'« économie résidentielle » (culture, sports, tourisme...), dans une région de tradition industrielle.

L'exploitation, par le candidat LR, du thème sécuritaire, dans les transports, vient à propos à l'heure où la situation calaisienne est devenue un enjeu électoral, sur fond de surenchères avec Marine Le Pen. La solution préconisée par l'intéressé – ouvrir les frontières et laisser les migrants partir en Angleterre – n'est que démagogie. Les amis de Xavier Bertrand n'avaient-ils pas poussé des cris d'orfraie lorsque Matteo Renzi, chef du gouvernement italien, avait proposé la même chose entre la France et l'Italie, en juin 2014, pour protester contre l'inaction de l'Union européenne ? Yann Capet, Premier fédéral du Pas-de-Calais, et député du Calais, l'a répété à plusieurs reprises : seuls le travail de tous et l'humanité permettront de résorber la crise, et non des discours visant à attiser la peur et la haine de l'étranger, sur fond de récupération politicienne.

B.T.

La Revue Socialiste

Le numéro de ce mois-ci consacre un dossier spécial aux défis et problèmes auxquels se confronte la Conférence mondiale sur le climat, la COP 21, qui se réunira à Paris, fin novembre. À lire !



MR. MME. Mlle.

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

TÉLÉPHONE

E-MAIL

Ci-joint mon règlement de la somme de euros par chèque à l'ordre de Solfé Communications – Revue socialiste

DATE :

SIGNATURE :